

Créée le 14 novembre 2019 à l'initiative du groupe *Les Républicains*, la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre a conduit ses travaux pendant huit mois. Elle a organisé 58 heures de réunions, entendant 67 personnes, hommes et femmes du milieu associatif, journalistes, chercheurs, acteurs institutionnels et responsables politiques dont le ministre de l'intérieur, le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, la ministre des sports et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Dans son rapport adopté à l'unanimité le 7 juillet 2020 à l'issue de ses travaux, la commission entend présenter un constat sur la réalité de la radicalisation islamiste dans notre pays et les mesures juridiques et politiques qui doivent permettre de lutter contre ce phénomène visant à soumettre une partie de la population à des normes prétendument religieuses et à la séparer du reste de la Nation.

À cette fin, elle formule 44 propositions destinée à doter les pouvoirs publics des outils nécessaires à son action, à renforcer l'information de tous les acteurs, à mettre en cohérence leur action et à protéger les enfants et les jeunes contre le radicalisme, que ce soit dans l'éducation, leurs activités associatives et le sport.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)